

"L'Europe des zizanies" dans L'Humanité (3 avril 1974)

Légende: Le 3 avril 1974, le quotidien communiste français L'Humanité ironise sur les désaccords manifestés par les ministres des Affaires étrangères des Neuf lors du Conseil des ministres réuni à Luxembourg le 1er avril.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 03.04.1974. Paris: L'Humanité. "L'Europe des zizanies", auteur:Moreau, Yves.

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_europe_des_zizanies_dans_l_humanite_3_avril_1974-fr-bb304e12-1228-4fbf-81a5-0e7e754bcc53.html

Date de dernière mise à jour: 22/12/2016



L'Europe des zizanies

Les vifs désaccords qui viennent de se manifester à Luxembourg entre les ministres des Affaires étrangères des «Neuf» montrent combien ce qu'on hésite à appeler encore la «communauté» européenne est loin de donner l'image de l'entente harmonieuse et sans nuages promise autrefois par ses promoteurs.

Le fait est que, comme on pouvait le prévoir, le Marché commun a été bien incapable de surmonter les contradictions d'intérêts qui opposent les uns aux autres les Etats membres, et qui résultent, pour l'essentiel, du développement inégal du capitalisme.

Lundi, à Luxembourg, c'est entre le ministre britannique James Callaghan et ses huit autres collègues qu'une première querelle a éclaté. Cette dispute aussi était prévisible, étant données les conditions dans lesquelles le gouvernement de Londres avait été admis au Marché commun.

Enregistrons à cet égard que même le «Daily Mail» en vient aujourd'hui à admettre que, dans la petite Europe, **«la Grande-Bretagne est peut-être un cheval de Troie américain»**. Quand de Gaulle le disait, et quand nous l'en approuvions, quelles dénégations indignées cette formule ne provoquait-elle pas!

Et l'on sait comment, au mépris de cet avertissement, le pouvoir s'est employé à faciliter l'entrée de l'Angleterre au Marché commun.

Pourtant, il était tout à fait illusoire de se targuer, comme le faisait le gouvernement, d'«**amarrer solidement la Grande-Bretagne à l'Europe**», et d'ainsi «**marquer l'identité de cette Europe vis-à-vis de tout le monde, y compris vis-à-vis des Etats-Unis**». Pour notre part, à l'époque, nous mettions en garde contre «une construction soumise à l'influence des deux «alliés privilégiés» de l'Amérique: Londres et Bonn»⁽¹⁾.

La diplomatie du pouvoir récolte aujourd'hui ce qu'elle a elle-même semé.

C'est pourquoi, à Luxembourg — deuxième querelle — M. Jobert vient d'être isolé, face à huit autres ministres empressés à donner aux Etats-Unis un droit de regard permanent sur les moindres initiatives de la «communauté» européenne.

Le premier résultat concret de cet atlantisme, c'est qu'aucun accord n'a pu être réalisé entre les « Neuf » sur l'ouverture d'un dialogue avec les Etats arabes. Les partenaires de M. Jobert prétendaient, en effet, qu'au préalable, puis à tout moment, l'autorisation de Washington soit systématiquement demandée.

M. Jobert n'a certes pas eu tort de ne pas y consentir. Mais on ne saurait cependant s'en remettre à lui pour résister à l'assujettissement américain. En effet, comme le constate M. Maurice Duverger, **la politique actuelle «tend à aligner la France sur les Etats-Unis en y donnant la même prédominance au profit, à la rentabilité, aux affaires. Ce régime de l'argent-roi se distingue de moins en moins du système américain, ce qui justifie de moins en moins sa prétention à l'indépendance»**⁽²⁾.

L'Europe du **big business** ne saurait ni mettre un terme aux rivalités d'intérêts et à la loi de la jungle ni être une Europe indépendante. L'indépendance de l'Europe implique la fin du règne des oligarchies industrielles et financières; elle implique la démocratie. Elle ne peut être que l'œuvre de la gauche, l'œuvre des travailleurs.

Yves MOREAU.

(1) «L'Humanité», 20 mars 1972

(2) «L'Humanité», 3 avril 1974.